

(Authenticité d'un document du 28 mai 1948 sur la possibilité d'un prélèvement de réparations courantes en Allemagne) [29 novembre 1949] (p. 6397, 6398). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Art. 3 : *Amendement de M. Rivet tendant à diminuer de 5 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7303, 7304); Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un article exigeant 50 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* [27 décembre 1949] (p. 7390, 7391); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner la ratification* [14 mars 1950] (p. 1994, 1995, 1996, 1997) : *Discussion générale* (p. 2012, 2013). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abandon des réparations dues par l'Allemagne [12 juin 1950] (p. 4598). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Crédits de l'administration centrale (Ses observations sur les réparations payées par l'Allemagne et la situation du petit personnel)* [20 juin 1950] (p. 5061, 5062); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5981, 5982, 5983, 5984). — Dépose une demande d'interpellation sur le réarmement de l'Allemagne [20 octobre 1950] (p. 7063); la développe (*Ses observations sur la Conférence de Washington, l'opinion de Liddel Hart sur le réarmement allemand et les chances d'une prochaine guerre, la remilitarisation allemande en marche et les frontières orientales du Reich*) [24 octobre 1950] (p. 7138, 7139, 7140, 7141); *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de traiter franchement le problème allemand)* [25 octobre 1950] (p. 7182). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'exode rural et la suppression du salaire unique aux membres des familles d'exploitants agricoles)* [7 décembre 1950] (p. 8792, 8793); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne, le refus des visas et les expulsions* [12 décembre 1950] (p. 8930, 8931, 8932,

8933, 8934, 8935). — Dépose une demande d'interpellation sur la renonciation du Gouvernement français à appuyer les efforts de l'Inde en faveur d'un règlement pacifique en Extrême-Orient [2 février 1951] (p. 679); — sur les entretiens de Washington entre M. Pleven et le Président Truman [7 février 1951] (p. 862); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 871, 872, 873). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité (Manifestation lors de la venue du général Eisenhower)* [13 février 1951] (p. 1097, 1098); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux départements pauvres* [15 février 1951] (p. 1167, 1168, 1169); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Question de confiance posée par le Gouvernement contre tous les amendements* [10 mai 1951] (p. 4967, 4968).

CHARBONNEL-DUTEIL (Mme Paulette),

Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Applic. de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 170), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 11 septembre 1941 concernant les herbosites, n° 550. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à réintégrer

les surveillantes générales des lycées et collèges de Paris dans le premier ordre à compter du 1^{er} avril 1942 et à leur accorder le rappel de traitement correspondant à cette réintégration, n° 1451. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux agents des lycées, des écoles normales, des collèges techniques, au petit personnel titulaire des écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Sèvres, de Saint-Cloud, de Fontenay, de l'École normale supérieure de l'enseignement technique, de l'École centrale des arts et manufactures, du conservatoire des Arts et Métiers, du Muséum d'histoire naturelle et des bibliothèques, le bénéfice de l'avance sur reclassement attribué aux fonctionnaires des divers ordres d'enseignement, n° 1694. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les tarifs pratiqués par la S.N.C.F. pour le transport des colonies de vacances, n° 2408. — Le 21 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les engagements pris envers le personnel de l'enseignement, concernant la rémunération des heures supplémentaires, n° 2692. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, n° 2913. — Le 28 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter à la médaille d'argent des instituteurs le même coefficient de revalorisation qu'à la médaille militaire, soit 25 0/0, n° 3605. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des proviseurs et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris, n° 4123. — Le 21 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire du 16 juin qui restreint les avantages jusqu'alors consentis aux fonctionnaires de l'enseignement poursuivant leurs études en faculté, n° 5507. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur sco-

larité, n° 6388. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1^{er} janvier 1949, n° 6423. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B du budget de l'Éducation nationale est bien destiné à maintenir le taux ancien des loyers de la Cité universitaire de Paris, n° 6605. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le chapitre 408 du budget de l'Éducation nationale un crédit complémentaire de 204 millions de francs en application de l'article 5, paragraphe B, de la loi du 23 septembre 1948, portant extension de la sécurité sociale aux étudiants, n° 6606. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B du budget de l'Éducation nationale est bien destiné à maintenir au taux perçu au 1^{er} janvier 1948 l'ensemble des redevances mensuelles dues par les étudiants locataires de fondations de la Cité universitaire de Paris, n° 6739. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la commission paritaire nationale du second degré, n° 7512. — Le 9 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à allouer une subvention de 25 millions à la Cité universitaire de Paris, en vue de maintenir, sans augmentation, les anciens taux des loyers payés par les résidents, n° 7843. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues tendant à allouer aux professeurs d'écoles normales pour sujétions inhérentes à leur emploi une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié; 2° de M. Calas et plusieurs de ses collègues tendant à dégager les crédits nécessaires pour permettre l'application de l'article 31 du Titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires en allouant aux professeurs

d'école normale une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, n° 8589. — Le 12 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer à l'indice 135-195, les agents de bibliothèque considérés comme gardiens, et à leur accorder un statut conforme à leurs fonctions, n° 9946. — Le 14 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1951 les crédits nécessaires pour payer au personnel enseignant du second degré, en application du décret 50-1253 du 6 octobre 1950, le rappel qui leur est dû pour les heures supplémentaires effectuées pendant l'année scolaire 1949-1950, n° 11637. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à prévoir pour les élèves des écoles normales supérieures retardés dans leur travail par les maladies — ayant entraîné une interruption d'au moins six mois dans leurs études — une année de bourses supplémentaires n° 12362. — Le 16 mars 1951, une proposition de loi tendant à fixer pour les adjoints d'enseignement la même échelle d'indices que celle des chargés d'enseignement, n° 12535. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'intégration dans le cadre des professeurs certifiés des maîtresses primaires certifiées des lycées et collèges de jeunes filles, des professeurs adjoints et chargés d'enseignements généraux des collèges modernes, des chargées d'enseignement des lycées et collèges de jeunes filles, n° 12679. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à la création dans l'enseignement du second degré d'un nombre de postes correspondant aux besoins créés par l'augmentation des effectifs scolaires, n° 13122. — Le 16 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 concernant le contrôle des publications destinées à la jeunesse et les dispositions qui permettent de faire disparaître de la voie publique, des vitrines de magasins et des kiosques, les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime, n° 13266.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice

1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1947] (p. 3391, 3392); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 2602 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le relèvement du taux des heures supplémentaires* [14 septembre 1948] (p. 6514, 6515); Chap. 2604 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour rémunération des élèves des écoles normales supérieures* (p. 6515); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 13 : *Son amendement tendant à ne pas majorer les droits d'examens* [18 septembre 1948] (p. 6688); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 324 : *Amendement de M. Denis tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les travaux d'aménagement des établissements de l'enseignement supérieur* [5 avril 1949] (p. 2060); Chap. 349 : *Matériel des collèges techniques* (p. 2061); Chap. 361 : *Contrôle médical et hygiène scolaire* (p. 2063, 2064); — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juillet 1949] (p. 4093, 4094, 4095, 4096). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative à la situation vis-à-vis de la sécurité sociale, des élèves de première année de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm [25 novembre 1949] (p. 6298). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fête des mères; Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Douteau tendant à solliciter le concours de toutes les associations familiales* [16 mai 1950] (p. 3695); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4494, 4495); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Personnel des universités (Défiance de l'Université de Strasbourg)* [23 juin 1950] (p. 5225, 5226); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Situation des chefs de travaux)* (p. 5226); *le retire* (ibid.); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement*

des normaliens) (p. 5226, 5227); le retire (p. 5227); Chap. 1370 : Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Amélioration du cadre unique) (p. 5229); Chap. 1380 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux professeurs du second degré (Primes d'admissibilité à l'agrégation) (p. 5235); Chap. 1460 : Allocation aux médaillés de l'enseignement primaire [17 juillet 1950] (p. 5469); Chap. 1530 : Ecole nationale des arts et métiers (p. 5469, 5470); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 5473); Chap. 1540 : Amendement de M. Djemad tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités dans les établissements d'enseignement technique (Reclassement des sténographes) (p. 5474); Chap. 2120 : Personnel de la Bibliothèque nationale de Paris (Reclassement des gardiens de bibliothèque) (p. 5492); Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (p. 5493); le retire (ibid); Chap. 2540 : Réglementation relative aux fonctionnaires suspendus de leurs fonctions (p. 5496, 5497); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 5497); Chap. 3280 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire (p. 5501, 5502); Chap. 3290 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des lycées (p. 5502); Chap. 3350 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques scolaires du premier degré (p. 5507); Chap. 3460 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des collèges techniques (Enseignement ménager) [18 juillet 1950] (p. 5521, 5522); Chap. 3610 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la cinématographie d'enseignement (p. 5529, 5530); Chap. 3620 : Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement (p. 5530, 5531); Chap. 3880 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer en congé (p. 5541); Chap. 4010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses nationales (p. 5542, 5543); Chap. 4020 : Bourses d'enseignement supérieur (p. 5544) — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente (Budget de

l'Ecole nationale des arts décoratifs) [17 juillet 1950] (p. 5491, 5492); — sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion de la proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement) [1^{er} août 1950] (p. 6363). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : Discussion générale [3 août 1950] (p. 6566). — Est entendue pour un rappel au règlement : Discussion d'une proposition de loi interdisant toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale en seconde lecture [4 août 1950] (p. 6768). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : Discussion générale (Ses observations sur le salut du Parti communiste aux morts d'Indochine, la volonté de paix des femmes de France et le soin apporté par le Viet-Minh à l'entretien des tombes françaises) [19 octobre 1950] (p. 7007, 7008, 7009); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : Discussion générale [21 novembre 1950] (p. 7943, 7944); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats [20 décembre 1950] (p. 9362, 9363); Amendement de M. Teitgen tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles [20 décembre 1950] (p. 9365); Art. 4 : Son amendement tendant à fixer la rémunération mensuelle à 120 0/0 du minimum vital (p. 9370, 9371). — Est entendue sur une question de M. Airoldi à M. le Ministre de l'Education nationale relative à l'enquête menée sur l'enseignement d'un professeur d'histoire [22 décembre 1950] (p. 9496, 9497). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : Son rappel au règlement (Renvoi à la Commission de l'amendement de M. P.-H. Teitgen relatif à l'enseignement libre) [20 mars 1951] (p. 2219); Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement libre (p. 2236); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des Universités (Voyages de professeurs à l'étranger) [20 avril

1951] (p. 3679, 3680); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des universités (Suppression de préparateurs)* (p. 3680); Chap. 1140 : *Ecoles normales supérieures (Traitement des élèves)* [21 avril 1951] (p. 3701, 3702); *Sa demande de disjonction du chapitre* (p. 3704, 3705); Chap. 1360 : *Création de postes dans l'enseignement secondaire et extension du cadre unique* (p. 3706, 3707); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes dans l'enseignement technique)* (p. 3708); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Application du statut Monod)* (p. 3708, 3709); Chap. 1370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs du second degré (Indemnités de doctorat)* (p. 3710); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Heures supplémentaires)* (p. 3710); Chap. 1450 : *Allocation aux médaillés de l'enseignement* (p. 3737); Chap. 2050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bibliothèques (Reclassement des gardiens)* (p. 3751); *le retire* (ibid.); Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des Ecoles normales supérieures* [23 avril 1951] (p. 3788); Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire du second degré* (p. 3789); Chap. 3260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des lycées* (p. 3789); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* (p. 3810); Chap. 4170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales des membres de l'enseignement* (p. 3813, 3814); Chap. 5580 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 3820, 3821); Article additionnel : *Son amendement relatif au traitement des élèves des Ecoles normales supérieures* (p. 3825); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* [22 mai 1951] (p. 5664); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement

des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 801 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstruction des établissements du second degré* [11 avril 1951] (p. 3091, 3092); Chap. 8100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la bibliothèque scolaire* (p. 3093); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5127, 5128, 5129).

CHARLET (M. Gaston), Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission de la justice et de législation (p. 202). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

CHARLOT (M. Jean), Député du Var.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des finances [2 août 1948] (p. 5188), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission des Finances chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (Application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**) — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [27 novembre 1950] (p. 8178).